

DÉCRYPTAGE

631 milliards sur la table : les patrons allemands unis comme un seul homme derrière leur chancelier

Une soixantaine de groupes allemands et investisseurs internationaux se sont réunis derrière l'initiative Made for Germany pour promettre au nouveau chancelier Merz plus de 600 milliards d'euros d'investissement en Allemagne.



Une cinquantaine de patrons ont été reçus lundi par le chancelier Friedrich Merz, qui a évoqué « l'une des plus grandes campagnes d'investissement que l'Allemagne aie au cours des dernières décennies ». (Liesa Johannssen/Reuters)

Par **Thibaut Madelin**

Publié le 21 juil. 2025 à 16:09 | Mis à jour le 21 juil. 2025 à 18:19

Difficile d'afficher un soutien plus démonstratif au nouveau chancelier allemand Friedrich Merz. Les patrons de 61 groupes nationaux et internationaux se sont rangés lundi comme un seul homme derrière l'initiative Made for Germany, promettant des investissements de 631 milliards d'euros en Allemagne d'ici à 2028. La somme inclut des engagements existants mais également plus de 100 milliards d'euros de nouveaux projets.

Du pain bénî pour Friedrich Merz, soucieux d'impulser un nouvel élan au pays après deux ans de récession et une année 2025 qui devrait être placée sous le signe de la stagnation.

« Le message est clair et sans ambiguïté : l'Allemagne est de retour, a-t-il déclaré après sa rencontre avec les patrons, dont une cinquantaine étaient présents à la chancellerie. Cela

vaut la peine d'investir à nouveau en Allemagne. Nous ne sommes pas un marché du passé, mais du présent et du futur. »

Modèle de Choose France

Les patrons de Deutsche Bank (Christian Sewing), du **conglomérat industriel Siemens** (Roland Busch), du groupe de médias Axel Springer (Mathias Döpfner) et de l'agence de communication FGS Global (Alexander Geiser) sont à l'origine de cette initiative qui veut démontrer la confiance des milieux économiques allemands dans le nouveau gouvernement et **s'inspire en partie des sommets Choose France** d'Emmanuel Macron.

« Nous avons la capacité de surmonter les défis économiques de notre pays, a déclaré Christian Sewing, le patron de Deutsche Bank. Il est désormais important que la politique et les entreprises fassent front commun. » La relation avec l'ex-chancelier Olaf Scholz était en effet réputée tendue. « L'Allemagne a besoin d'un nouveau système d'exploitation, axé sur la croissance, la technologie et la compétitivité », a ajouté Roland Busch de Siemens.

Dans la liste des signataires se trouvent l'essentiel des grands groupes allemands, de l'automobile (Volkswagen, BMW, Mercedes) à la chimie (BASF) en passant par l'énergie (RWE, E.ON) ou bien sûr la défense (Rheinmetall, Airbus, Diehl)... Stellantis, qui détient Opel en Allemagne, est représenté par son président du conseil John Elkann. Les fonds Blackstone, BlackRock, CVC, EQT ou KKR étaient également représentés.

Les investisseurs voient dans les décisions du nouveau gouvernement de créer un fonds d'investissement dans les infrastructures de 500 milliards d'euros et la réforme du frein à la dette - à même de débloquer également plusieurs centaines de milliards d'euros dans la défense - **un tournant après des décennies d'austérité budgétaire** qui ont conduit à des sous-investissements publics et privés. Fort de ce signal, la croissance devrait repartir en 2026.

Croissance revue à la hausse

Le mois dernier, l'institut Ifo a revu ses projections, tablant désormais sur une croissance de 0,3 % pour cette année (contre 0,2 % auparavant) et 1,5 % l'année prochaine (contre 0,8 %). « L'Allemagne est la première économie européenne et ce financement, cette croissance qui va sans nul doute pouvoir être accru, est évidemment une bonne nouvelle pour l'Europe », reconnaissait le ministre des Finances français Eric Lombard la semaine dernière à Berlin.

De son côté, l'indice de la Bourse de Francfort vole de record en record. Le DAX « bénéficie du changement annoncé de la politique financière allemande, qui passe d'une politique de dépenses excessivement restrictive à une politique très expansionniste », estime Jan Viebig, codirecteur des investissements chez Oddo BHF, soulignant le contraste entre la hausse du DAX d'environ 20 % au premier semestre et celle du CAC 40 de 7 %.

Mais l'enthousiasme des industriels allemands, qui ont essentiellement investi à l'étranger ces dernières années, notamment aux Etats-Unis, n'est pas un chèque en blanc pour la coalition entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Friedrich Merz et le Parti social-démocrate (SPD) du ministre des Finances Lars Klingbeil. Car si celle-ci a mis en place un coup de pouce aux investissements (« Investitions-Booster »), elle doit encore s'attaquer aux réformes structurelles.

Chantier des réformes structurelles

« En réformant le frein à la dette, le gouvernement a créé une marge de manœuvre pour des dépenses de défense financées par un crédit élevé, constate Clemens Fuest, président de l'Ifo. Malheureusement, il a [aussi] adopté une série de mesures qui ne limitent pas les dépenses et ne renforcent pas la croissance », ajoute-t-il, citant notamment les mesures en faveur des mères retraitées ou la poursuite de l'allègement de la TVA pour les restaurants.

Friedrich Merz est décidé à s'attaquer à l'Etat providence, devenu pléthorique. Il a ainsi annoncé pour la rentrée un projet de réforme des aides sociales, qui coûtent chaque année quelque 50 milliards d'euros à l'Etat, des mesures de lutte contre la bureaucratie et un travail d'adaptation des systèmes de santé et de retraite. « La démographie n'attend pas, elle est là, et nous devons résoudre les problèmes plus vite que nous ne le pensons actuellement », dit-il.

Reste à savoir si le nouveau gouvernement, qui multiplie les désaccords malgré sa promesse de tourner la page des querelles intestines de son prédécesseur, sera en mesure de surmonter ses différences.

Thibaut Madelin (Bureau de Berlin)